

Compte-rendu de la visioconférence des MIACS 23 mai 2020

Présents : Sarah Prenger (JOCI), Georges Dixon Fernandez (FIMARC), Roy Ibrahim (JECI), Philippe Ledouble (Pax Romana MIIC), Carla Christina Santos (MIDADE), Fatima Almeida (MMTC), Bruno Cadez (ACO/MMTC), Maryse Robert (MIAMSI), Dominique Lemau de Talancé (MIAMSI et CCIC)

Le 18 avril, nous avons eu une précédente visioconférence autour des questions suivantes :

- Comment vivons-nous cette pandémie ? Dans nos Mouvements ?
- Quelles transformations voyons-nous ?
- Comment envisageons-nous l'avenir ? Après la pandémie comment allons-nous être attentifs à ne pas repartir comme avant ?

Philippe : Nous sommes devant un défi majeur. Quelle est la question à se poser ? Il n'y a pas de réponse qui s'impose d'emblée. Elle émergera petit à petit. Il nous faut la réfléchir. Où est notre mission devant la situation actuelle ? Les enjeux sont majeurs sur lesquels nous avons à travailler.

Maryse : Nos questions par rapport à nos responsables. Nous allons tous vers une conversion mais qui n'apparaît pas encore clairement. Allons-nous vers un vrai changement ? N'y aura-t-il aucun changement ?

Fatima : Pour nous, l'important, c'est de partager. Comment le MMTC vit-il cette crise actuellement ? Nous voulons partager les joies, les souffrances, les espoirs, les défis du MMTC avec nos mouvements nationaux. Avec vous, nous sommes heureux de partager notre vie et une prière « stop au virus » avec nos mouvements nationaux et ceux qui nous sont proches. Nous demandons aux responsables de chaque mouvement national de poser la question de la réalité vécue dans chaque famille du fait de cette pandémie ; de partager sur la vie des mouvements et des militants. Comment chacun vit ce moment. Le vécu des syndicats... Et aussi le défi pour aujourd'hui et pour l'avenir. Grâce à ces réponses, nous serons en mesure d'avoir une image plurielle de la façon dont les pays et les continents vivent cette pandémie. [Et les conséquences pour les travailleurs du télétravail, du chômage et de tout ce qui change avec cette pandémie et nous demandons à nos mouvements une réflexion, une révision de vie sur cela.](#)

La majorité des groupes de nos mouvements ne peuvent pas faire de rencontres sinon par les réseaux sociaux, les visioconférences. Tout le monde cherche les moyens de communication pour continuer la vie ensemble, la vie collective, une vie de communion, de communauté. Nous sommes avec le Pape François quand il nous met au défi de ne laisser personne derrière nous. Nous devons nous occuper l'un de l'autre et travailler ensemble à notre maison commune. C'est un peu la vie du MMTC en ce temps de pandémie.

Bruno : [On est forcément très préoccupés par les conséquences de cette crise sur les travailleurs notamment les gens des milieux populaires.](#) Il y a déjà des conséquences assez terribles en termes de chômage, de suppressions d'emplois, de développement de la précarité qui étaient déjà présents avant la crise mais qui se développent avec, à certains endroits, des travailleurs sans aucune protection sociale, qui ont perdu énormément. Nous invitons à être un peu soucieux de ça. Quel regard l'Eglise va porter dessus ? N'est-ce pas un enjeu aujourd'hui un peu comme nous l'a invité le Pape François dans sa Lettre aux Mouvements populaires à être à l'écoute de cette population de travailleurs qui risquent aujourd'hui d'être précarisés et l'enjeu, également, de la protection sociale.

Un certain nombre de gouvernements sont plus à l'écoute du patronat comme on peut le voir en France. Cette crise peut être l'occasion de la remise en cause des droits pour les travailleurs. Tout ceci

nous préoccupe. Un article du journal Le Monde explique qu'en Inde cette crise est l'occasion d'une remise en cause des droits du travail dans plusieurs Etats de l'Inde et cela a des conséquences et je pense que, pour nos mouvements et, en particulier, pour ceux engagés près des travailleurs comme le sont ceux du MMTC, il y aura un besoin d'être très à l'écoute de ce qui est vécu par les travailleurs. Importance des révisions de vie. Le monde du travail est un peu une loupe grossissante de ce qui est vécu par beaucoup de gens dans le monde.

Sarah : On avait commencé, la dernière fois de parler des problèmes des travailleurs et je suis d'accord sur beaucoup de choses dites par Fatima et Bruno. [Nous sommes devant un défi très grand de cette crise globale qui fait que beaucoup de jeunes et de travailleurs dans le monde perdent leur salaire et cela dans tous les domaines. Il y a beaucoup de travailleurs informels qui n'ont pas de sécurité sociale et qui sont obligés de faire le choix : est-ce que je sors de la maison pour avoir un salaire mais il y a le risque d'être précarisé ou est-ce que je reste à la maison mais je n'ai pas de salaire ? Et, aussi, tous ceux qui sont free-lance, travailleurs indépendants, qui perdent leurs projets et dont les revenus sont perdus. Les inégalités qu'on a toujours vues, on les voit beaucoup plus. Il y a tout ce qui concerne les migrants et le domaine de l'éducation.](#)

Dans les analyses que nous recevons, on voit qu'il y a deux aspects : l'utilisation du tout internet qui s'est très nettement renforcé. IL y a là des questions que la société doit se poser. Beaucoup de travailleurs travaillent à la maison. Ça, c'est bien car il y a une possibilité de continuer à travailler mais il est difficile de se dire maintenant j'arrête de travailler. On est toujours en contact avec les collègues, l'employeur... Ce sont les limites dans cette sphère-là. On voit aussi que les jeunes travailleurs travaillent à la maison mais utilisent leur propre ordinateur, leurs propres matériaux et il faudrait avoir une discussion, un jour : est-ce que l'entreprise n'a aucune responsabilité en ce qui concerne les matériaux ? Toutes ces questions, on les avait vues avant mais elles se renforcent et vont rester après la crise.

L'autre aspect est une inégalité globale. Il y a des pays avec électricité et internet et des pays où l'électricité est instable. Il faudrait peut-être inscrire dans les droits humains d'avoir accès à internet. Aussi l'aspect de l'écologie : comment respecter les frontières de l'écologie et, en même temps, il y a cette énorme demande digitale.

Un point fondamental : la nécessité de la protection sociale. Un enseignement de cette crise : l'importance d'avoir un système de protection sociale solidaire où tout le monde contribue et où tout le monde a un filet de sécurité.

A la JOCI on fait aussi notre travail « normal » avec les défis « normaux » et un des défis est celui des difficultés financières. Des Agences nous disent qu'à cause du Corona ils n'ont pas fait leur campagne et qu'ils ne pourront pas nous donner ce qu'ils nous avaient promis.

Il y a aussi cette task-force de l'OIT qui nous a demandé d'écrire un petit papier sur la situation de genre dans cette crise. Si, dans votre mouvement, il y a cet aspect-là, vous pouvez m'envoyer votre contribution.

Philippe : Si je comprends bien, quand tu parles de protection sociale, ça veut dire que d'une part il y a un risque qu'elle s'affaiblisse du fait des nouvelles conditions de travail, et, par ailleurs, la crise a montré qu'elles étaient absolument indispensables pour permettre de faire face à une crise.

Sarah : La protection sociale était déjà beaucoup affaiblie dans beaucoup de pays ces dernières années. Il y a des pays où elle n'existe presque pas.

Philippe : Pour Pax Romana MIIC, que s'est-il passé d'essentiel ces derniers temps ? Surtout l'occasion d'un certain renouvellement du mouvement. Cela faisait longtemps qu'on essayait. La crise a été un déclencheur et on a vu apparaître de façon assez facile pas mal de débats et puis ces célébrations qu'on a eu pour Pâques et plus tard pour la Pentecôte. On a répondu à un défi, comme mentionné par Fatima, qui est celui d'assurer la continuité de la vie sociale du mouvement. Malgré cette rupture des moyens habituels de communication, on a pu trouver les moyens d'entretenir la vie du Mouvement.

C'est la relation entre les personnes qui était touchée. On n'arrive même plus à identifier les expressions du visage parce qu'elles sont cachées par le masque. Donc il y a quelque chose de changé dans les relations.

Le deuxième défi c'est la recherche de l'essentiel. La crise a montré que les caissières des grands magasins qui étaient en bas de la hiérarchie sociale sont, tout d'un coup, devenues des personnes importantes car il faut bien aller s'acheter à manger. Il y a eu un renouvellement entre ce qui est important et ce qui l'est moins. Qu'est-ce qui est essentiel pour nous ?

Dernier point, développé avec les célébrations en ligne, c'est la manière de vivre sa Foi. Un article rédigé par un Jésuite montrait que le Coronavirus obligeait à penser les choses autrement. Des gens se sont dit : la communion physique est indispensable dont on ne peut pas se passer. Il faut retourner très vite au mode de fonctionnement antérieur et puis d'autres qui disent : mais non, cela nous oblige à penser à ce qui est essentiel dans la vie de Foi et à vivre cet essentiel.

Pour moi, ces trois aspects : le développement relationnel, la recherche de l'essentiel, la façon de vivre sa Foi d'une manière différente, cela nous amène à voir quelle est notre mission. Par rapport à tel et tel défi, comment définir la mission ? En partant de choses pratiques. On est vraiment dans un temps de Kairos.

Par rapport à ce qu'ont dit Fatima et Bruno, on est moins en prise avec ceux qui souffrent le plus même si nous avons la perspective de l'attention aux pauvres. C'est un élément structurant. Mais nous en sommes assez loin. C'est pourquoi il est important d'avoir des contacts avec vous, MMTTC et JOCI.

Le défi financier. Nous réfléchissons. Nous avons quelques idées pour essayer de nous en sortir mais ce sont des idées qui ne sont pas simples à mettre en œuvre.

Maryse : Je retrouve des points communs. Au MIAMSI, on est très inquiets pour ce qui concerne le travail des cadres. [On annonce un peu partout dans le monde 30%, 40% de licenciements à l'aviation notamment. Il y aura des travailleurs mais beaucoup de cadres aussi qui vont être licenciés car les avions sont au sol. C'est quelque chose qu'on ne connaissait pas avant. Ça pose beaucoup de questions. L'automobile, c'est pareil. Tout a du mal à redémarrer.](#)

On est aussi très inquiets pour la santé de l'Amérique Latine et, là, c'est très précaire aussi car les positions gouvernementales sont très dures. Ils vont avoir faim. Dans beaucoup de pays, cela va être critique. On nous interpelle aussi au niveau des violences dans certains pays, les violences au quotidien (attentats, petites guerres, etc.) n'ont pas changé mais dont plus personne ne parle. En Palestine, Cisjordanie, la colonisation se fait quasi naturellement, sans bruit.

Pour nous, Français, la fermeture des frontières a des conséquences importantes. Les frontaliers sont privilégiés. C'est un manque de liberté.

Comme défi pour le mouvement, c'est déjà d'être accompagnateur de tout cela. C'est nouveau et on n'a pas été habitué. Le chômage des cadres et ses conséquences sur les écoles. Les écoles ne rouvriront pas en septembre de la même façon.

Comment, de façon urgente, faut-il s'occuper de l'écologie ? Parce que ce qui nous est arrivé nous arrivera encore. Cela on en est quasiment sûr disent les spécialistes de la santé. Comment prendre des mesures, comme disait Sarah, avoir une promotion sociale solidaire, du travail pour tous et surtout la santé.

Dominique : Je représente le MIAMSI dans le Réseau Crescendo pour un vieillissement humain et chrétien. Il est pour nous important de travailler sur le lien social entre personnes âgées et entre nous et ces personnes âgées. Dans cette période de confinement, ce lien social est durement mis à l'épreuve. Il faut en parler. Nous prévoyons une rencontre élargie, à l'automne, avec d'autres organisations travaillant pour et avec les personnes âgées pour parler de ce lien social en plein confinement ou, même, en dehors. Beaucoup de ceux que nous contactons disent que c'est très important.

Carla : Les mouvements du MIDADE continuent leur action à travers les moyens informatiques. IL est encore difficile dans certains pays d'avoir des contacts avec les groupes d'enfants mais leur travail

continue. Des mouvements utilisent internet (Facebook et autres) pour aider dans la prévention de la propagation du virus, pour continuer les contacts avec les enfants et qu'ils puissent rester à la maison. En Afrique, des mouvements ont fait des actions de sensibilisation sur l'hygiène, les gestes de convivialité pour protéger les enfants et les familles et aussi continuer à prier en famille pour une solution. En Côte d'Ivoire, devant des situations d'abus sexuels sur des enfants, le mouvement, malgré le confinement, a fait une campagne de sensibilisation sur cette question avec les enfants qui ont fait des dessins.

En Amérique Latine, au Brésil, au Pérou, cette situation a posé des problèmes pour les familles parce qu'il y a des enfants qui travaillent pour aider les familles. Actuellement ce n'est pas possible et cela pose des problèmes de n'avoir pas les moyens financiers pour manger, pour avoir le nécessaire. Ils ont développé des actions de solidarité pour aider ces familles défavorisées.

Il y a aussi d'autres actions. En France, le mouvement a décidé d'être actif, dynamique à travers Facebook pour proposer des actions aux enfants. Les enfants ont fait des actions concernant les réfugiés, les personnes âgées. Beaucoup d'attention pour les enfants qui font des actions pour un meilleur avenir. J'ai aussi demandé comment les Mouvements (Italie et autres) ont vécu cette situation. En Espagne où la situation a été plus grave ils sont en train de recommencer les contacts et plus aider au niveau social (Madrid) mais pas encore avec les enfants. En Italie, au Portugal, on m'a envoyé des témoignages d'enfants sur cette situation.

Concernant la protection de la nature, ne pas avoir un mode de vie pas frénétique. Cette situation nous fait repenser notre façon de vivre, de donner plus d'attentions aux petites choses, de créer un nouveau monde où il y a l'amour, la communion, le partage, le respect, le travail pour tous, ce qui est vraiment essentiel : aller à l'école, être avec les grands-parents, les amis. Que les politiques prennent des mesures pour protéger l'environnement, valoriser la vie, travailler les défis qui sont importants pour les enfants, la question de la solidarité avec les plus pauvres.

George : La situation dans les pays du Sud ne fait qu'empirer. Pour la FIMARC, nous avons fait une déclaration sur le Covid avec l'accord des fermiers, des paysans, de ceux qui vivent à la campagne avec des propositions qui pourraient être utiles pour faciliter le travail politique des mouvements nationaux. Nous avons aussi fait une enquête pour comprendre plus profondément la situation et l'impact du Covid en particulier sur le mode de vie des ruraux. Nous avons différentes réponses de nos mouvements nationaux en ce moment. Cela a aussi un impact positif dans le sens que, comme équipe internationale, nous avons davantage de temps parce que nous avons arrêté de voyager. Et cela nous donne du temps pour avoir des contacts avec les mouvements nationaux.

Comme le disait Sarah à propos des ouvriers, il y a des gens qui peuvent travailler à la maison mais c'est une petite minorité. La plupart des gens qui travaillent dans le secteur informel sont tenus d'aller sur leur lieu de travail. Pour des paysans, il est impossible de rester à la maison. C'est un sujet très important pour un mouvement comme le nôtre. Mais le problème principal continue d'être celui de l'accès au marché pour la distribution de leurs produits aux consommateurs. Dans beaucoup de pays, les gouvernants n'ont pas pris de décisions dans ce domaine. C'est un de nos principaux défis comme mouvement de ruraux.

Ce qu'on voit aussi c'est un exode massif de travailleurs qui ont vécu dans les grandes villes et qui cherchent à retourner dans leur village parce qu'ils n'arrivent pas à trouver du travail dans les grandes villes. Il est dangereux pour eux de rester dans la ville car il n'y a pas de protection sociale et pas non plus de revenu minimum : aucun soutien pour ceux qui ont perdu leur travail. Et ce scénario de migration des villes vers la campagne est ce que nous avons observé en particulier ces deux dernières semaines. Les zones rurales ont été plutôt épargnées par le virus mais cet exode massif des villes vers la campagne risque de créer une seconde vague pour les zones rurales.

Nous cherchons à aider nos correspondants locaux en particulier ceux qui vivent dans des conditions extrêmes. Par exemple : fournir de la nourriture en urgence est une de nos actions-clé en ce moment. Dans certains pays, il y a des programmes pour fournir de la nourriture mais avec beaucoup de limitations. C'est une des choses que les Mouvements demandent sur le terrain, en particulier en Afrique. Les gens font des queues pour obtenir de la nourriture. Cette crise peut créer des situations

chaotiques dans les jours qui viennent s'il n'y a pas de décisions prises pour fournir un minimum de nourriture et un minimum de revenus au moins pour quelques mois. Sinon la situation deviendra très problématique pour des groupes cibles pour lesquels nous nous occupons. La situation empire de jours en jours même si elle s'améliore en Europe.

Nous sommes préoccupés aussi par l'aspect économique. Certaines personnes sont dépendantes de prêts et ne sont pas en mesure de les rembourser. Nous suggérons aux mouvements locaux de suggérer aux gouvernements de proposer de nouveaux prêts au moins pour les deux années à venir. Voilà ce que nous avons vu au cours des discussions avec nos mouvements.

Roy : J'ai déjà vu avec vous la réalité qui nous entoure en tant que mouvement, comment on réagit et se prépare. Les activités plutôt physiques ont été toutes suspendues dans toutes les régions. Pleins de jeunes étudiants ont été vulnérables, exposés à cette situation, et n'arrivent plus à avoir d'accès pour continuer leurs études. Plein de pays n'ont pas les moyens et le support pour assurer l'éducation en ligne. C'est le fait pour la majorité des étudiants partout.

En France, il y des différences suivant les régions. On pensait que ce Coronavirus avait exposé toute la faiblesse de notre système, un système avec lequel, parfois, on pensait qu'on avançait. C'est sûr qu'on avançait mais pas assez. C'est vraiment le moment de se sentir plus en solidarité dans cette mauvaise situation de faiblesse humaine. Qu'il y ait, de nouveau, tous nos droits. Le système doit être en faveur du bien-être des hommes partout.

Il y a plus d'1,7 milliard de jeunes qui n'ont plus accès à une bonne éducation. Il faut bien les suivre partout dans leurs maisons. Donc nous avons lancé quelques enquêtes et questionnaires proposés dans quelques régions comme en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine. Des questionnaires pour voir le harcèlement des enfants pour vraiment les protéger comme le Pape nous l'a demandé. On s'engage vraiment, cette année, pour qu'on donne l'attention à cela. On lance aussi des conférences en ligne comme support de la santé mentale de tous les membres, les suivre au niveau personnel.

Au niveau global, au Secrétariat international, on prépare un plan pour cette année qui vient qui sera orienté vers les besoins des Mouvements locaux et des Bureaux régionaux.

Philippe : Qu'est-ce qui nous a marqué et les choses essentielles qu'il faudrait d'avantage travailler ?

Philippe : Je trouve que, dans l'ensemble, sur le plan structurel, nos organisations, elles tiennent le coup. Et, même, c'est George qui l'a dit, il bosse d'avantage car avec les technologies à distance, on fait plus de choses que quand il faut voyager. C'est un bon point. On a été rapides à trouver des modes de fonctionnement qui entretiennent la vie de la communauté.

Maryse : On a parlé moins de l'épidémie cette fois-ci et beaucoup plus des problèmes économiques et de la faim dans le monde. Je voudrai demander à George : quand il parle du Sud, cela représente quels pays ?

George : Différents pays en Asie : Bangladesh, Inde, Indonésie, Sri Lanka, Pakistan et aussi les pays africains.

Maryse : Tout à fait d'accord avec toi car les souffrances sont grandes. Ils étaient déjà en difficultés économiques. Maintenant, avec la pandémie, c'est encore pire. Je verrai pour la suite : on a parlé santé, économie, mais comment éviter une crise sociale ? Est-ce qu'on sent déjà cela autour de nous ? Est-ce que c'est latent ? Ça évolue vite.

Philippe : Je formulerai comme cela : comment vivre une crise sociale si elle se présente ? Ce qui est probable. Parce que l'éviter, ce n'est pas nous qui allons l'éviter. Que peut-on faire dans de telles circonstances ? Comment accompagner ?

Sarah : Si on parle de régions très vulnérables, il faut parler aussi de l'Amazonie (Pérou, Brésil). Là, nous avons des gens de chez nous qui font une campagne de solidarité. Dans cette région, avant même le coronavirus, il y avait la dengue. Nous avons beaucoup de famille pour qui c'est le cas et certains qui sont morts. Parce que c'est très difficile pour ces familles d'affronter le danger de la dengue et du coronavirus en même temps. Il y a très peu d'hôpitaux et la médecine est très chère. C'est pour cela qu'ils font une campagne de solidarité parce que, même s'il n'y a pas de traitement contre le coronavirus, on peut, au moins, traiter les symptômes. Et, même cela, c'est très difficile pour ces familles-là.

George : Au niveau global, nous continuons notre travail de plaidoyer grâce à des rencontres virtuelles. Nous travaillons sur le Comité international pour la souveraineté alimentaire. Il y aura en 2021 une Journée mondiale pour l'alimentation durable mais qui entrera en conflit avec le Forum économique mondial. Nous nous efforçons de ramener aux Nations Unies et à la FAO tous les débats sur cette situation de l'alimentation. Nous sommes un des animateurs du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire. Cette Journée peut se dérouler à Rome sous le contrôle des Nations Unies ou à New York. Il y aura un Sommet alternatif dans ces cas-là.

Il y a un travail politique récent pour illustrer ce que font nos mouvements nationaux : un traité de libre-échange avec le Mexique concernant l'importation de viande de bœuf. Nous pensons que ce n'est pas le moment de faire ce traité. Il va à l'encontre de notre idée de souveraineté alimentaire. Il peut avoir un impact sur la biodiversité et aussi parce que le fait de produire la viande de bœuf en France a un impact sur l'entretien des territoires et donc la protection de la biodiversité. Et ça peut réduire aussi l'impact sur le changement climatique. Nous travaillons en partenariat avec d'autres mouvements et syndicats pour bloquer ce projet. Il y a aussi un problème de santé derrière cette importation de viande mexicaine.

Notre travail politique continue et, en même temps, nous sommes préoccupés par ce qui se passe sur le terrain, pour ceux qui se battent pour leur vie. Il y a une expérience intéressante au Paraguay : très peu de personnes ont été frappées par le Covid. Ils ont, malgré un déficit important, un programme de soins et de coopération mis en œuvre par un Comité exécutif du gouvernement de manière à apporter un soutien alimentaire aux gens. Ce type d'initiatives est vraiment nécessaire dans beaucoup de pays parce que l'alimentation est un besoin de base et que les gens souffrent beaucoup du manque. La faim est le risque principal actuellement. Il n'y a plus de marché des fruits et des légumes car il n'y a plus de pouvoir d'achat chez les gens. Pour beaucoup d'ouvriers et de paysans, les fruits et légumes sont leur seule ressource. Nous souhaitons renforcer la collaboration non seulement en termes de réflexion mais aussi d'action concrète.

Philippe : Après ce que dit George, j'ai l'impression que les nouvelles technologies peuvent devenir rapidement un bon outil de productivité avec toutes les conséquences que ça peut avoir et le système de régulation que cela suppose. Il y a une évolution dans la façon de travailler qui va avoir des conséquences considérables non seulement en termes de chômage mais aussi de conditions de travail.

Fatima : Je pense que nous avons conscience de nos différences, de nos diversités dans chaque continent, chaque pays vis-à-vis de cette situation. Il y a une vraie inégalité entre l'Europe et les autres continents. Il y a un défi dont personne ne parle et qui, pour nous, est important : c'est le revenu basique, le revenu minimum. Parce que, en Europe et certains autres pays, il y a une protection sociale. Même avec un travail précaire, il y a une protection sociale. Avec la crise on cherche des réponses à des situations les plus difficiles dans notre pays, en Europe. Dans d'autres pays, dans d'autres continents (Afrique, Amérique Latine, l'Asie) il y a beaucoup de travail informel et, sans travail, il n'y a plus de revenu, de subvention.

Le Pape François a dit que nous devons chercher un revenu pour tous les gens qui vivent sans travail rémunéré. Il est important que nous réfléchissions à cela. Rechercher une égalité entre tous les continents.

Il y a un changement de comportement à faire. George a parlé de l'agriculture. Aujourd'hui il y a une conscience de l'importance de : quelle doit être notre consommation. Quelle est notre production ? Et quelle est notre consommation ? C'est une thématique que nous pouvons partager ensemble.

Philippe : C'est la différence entre les continents. On en a conscience dans notre petit réseau mais au niveau des pays européens quand on lit les nouvelles on n'en a pas conscience. Chez nous, le grand danger c'est l'épidémie et l'économie, on verra après. Dans d'autres pays, pour les travailleurs journaliers, c'est le contraire. Le problème, c'est l'économie et la survie. Ça fait partie de notre travail de favoriser cette prise de conscience que le problème n'est pas le même du tout selon l'endroit où on se trouve.

Sarah : On pourrait continuer la réflexion que nous avons déjà faite : on voit qu'il y a beaucoup d'initiatives dans les mouvements. On pourrait, en juin ou juillet, faire un document où on mettrait ensemble tous les points de vue. Il y a beaucoup de points communs entre nous sur le travail informel mais aussi dans les autres secteurs et aussi les différents points de vue sur l'éducation, sur les travailleurs, sur ce qu'a dit Maryse, etc. Mettre ce qu'on voit. Il y a une nécessité d'une solidarité globale qui n'est pas une solidarité que dans un pays mais vraiment une solidarité globale., pas seulement une solidarité d'un pays avec d'autres mais aussi des riches avec les moins riches. Il y a tellement d'injustices dans le système.... Des grandes entreprises (Google, etc.) qui ont beaucoup de revenus, qui sont partout (Afrique, ...) et qui ne payent pas d'impôts... Tout ce qu'on vient de voir ensemble on pourrait le mettre dans un document.

Maryse : Tout à fait d'accord. Il faut qu'on soit un peu plus concret, peut-être. [C'est la première fois que je vois si nettement dans nos discussions le lien entre les cadres et les ouvriers qui ont les mêmes soucis de santé et, là, de travail. On se sent bien liés dans ce sens-là. Il faudrait qu'on creuse un peu comment être solidaires entre les cadres qui vont décider et... Peut-être ce sont les mouvements sur place qui peuvent se rencontrer avec ces entreprises en difficultés et qui veulent fermer.](#) Protéger à la fois les travailleurs, à la fois l'entreprise elle-même, trouver des compromis. N'est-ce pas à nous de pousser à cela ? Comment être efficaces ? Ne pas subir. Ne peut-on pas faire des rencontres, provoquer (en inter-mouvements bien sûr) ce genre de rencontres pour dire : on est presque tous pareils, on a des soucis. Comment trouver une solution ensemble ?

Philippe : Il faut jouer aussi sur une découverte qui est : si, moi, je veux être en bonne santé, il faut aussi que le plus pauvre qui n'est pas très loin de chez moi ne tombe pas malade. C'est cela l'expérience d'un virus qui se répand en se moquant des hiérarchies. Maintenant comment travailler ? Essayons de mettre l'accent sur les défis les plus forts et, dans notre rencontre, ici, je trouve que certains mouvements (FIMARC, MIDADE, MMTC et JOCI) sont plus proches des personnes en grande difficultés. On peut se dire : on fait un travail ensemble avec une approche différente : ceux qui sont en contact avec les personnes en difficultés, leur donner une certaine priorité de parole compte tenu de leurs contacts avec le réel et puis solliciter d'avantage des mouvements comme le MIIC Pax Romana ou les étudiants en disant : concrètement votre intelligence sert à quoi ? Chercher plus une complémentarité en disant, par rapport aux cadres : vous avez une capacité de réflexion qui peut être mise au service de la crise et, en particulier, de ceux qui en souffrent le plus.

Nos expériences sont différentes mais, à ce problème-là, on peut apporter des choses différentes. Côté connaissance du réel, j'ai découvert beaucoup de choses grâce à ce qui se dit ici parce que à Pax Romana on n'est pas en contact direct avec les gens qui souffrent le plus.

Maryse : Je pense que Pax Romana a les mêmes contacts quand des cadres vont être au chômage. En France, il y a une protection qui est quand même bien mais dans d'autres pays, il n'y a pas de protection. Comment allons-nous être proches d'eux ? En Afrique, ils ont déjà d'énormes difficultés. Notre responsable en Inde est commercial. Avec la fermeture des frontières, il ne fait plus rien. Il a tout à fait conscience des plus pauvres. Je pense qu'il travaille beaucoup plus. C'est Fatima qui disait

la différence entre l'Europe et les autres pays. Eux travaillent déjà avec les plus pauvres et ils ont envie que leur firme continue pour pouvoir faire travailler des gens.

A part accompagner, je pose sérieusement la question : comment nos Mouvements vont pouvoir prendre en charge cela.

La plupart des membres de nos Mouvements sont dans des organismes de solidarité.

Philippe : On est devant un problème énorme dont personne ne connaît la solution. Il y a un certain sentiment d'impuissance. Nous sommes une toute petite chose (même si nous sommes présents dans un certain nombre de pays dans le monde). Cela veut dire qu'il faut trouver le truc qui a du sens, sur lequel on peut avoir un certain impact et qui soit à notre portée.

Maryse : Et qui soit différent des autres. Même si on est différents, sur l'essentiel on est d'accord. Ça c'est très fort et ça peut être porteur mais il faut qu'on travaille ensemble. C'est déjà extraordinaire qu'on travaille depuis 8 ans ensemble. Ceci n'est pas toujours évident dans nos propres pays. Ce serait puissant pour l'avenir. Un beau défi de dire : c'est possible. Cela éviterait les conflits. On en a vu avec les gilets jaunes.

Un document commun, cela me plaît bien. Pas trop long. Reprendre les défis vus aujourd'hui, les classer, voir les priorités, ce qui est ressorti le plus. Peut-être le faire chacun de son côté, se l'envoyer par mail puis finaliser.

Sarah : C'est super. Une bonne stratégie : s'accorder sur une même structure, prendre le Voir/Juger/Agir, ce sera facile de mettre les points ensemble.

Philippe : retravailler à partir du compte-rendu, cela va nous aider. Que chacun reprenne les éléments essentiels que l'on souhaite voir repris dedans. En classifiant sur Voir/Juger/Agir.

Bruno : Je partage assez cette façon de voir les choses.

Je voudrai insister sur une autre dimension importante : la dimension internationale de nos mouvements qui peut être, en tant que telle, un défi. On vit une crise qui est mondiale et on a la chance d'avoir l'existence de nos mouvements d'une dimension mondiale, internationale. C'est une chose à faire plus partager dans l'ensemble de nos mouvements nationaux. Au MMTC, nous proposons des révisions de vie et je trouve formidable que ce soit en France, au Brésil, en Afrique on puisse tous faire à un moment donné la même révision de vie à partir de réalités différentes. C'est à faire connaître. C'était l'occasion, cette crise, d'insister un peu là-dessus.

Maryse : Tout à fait. C'est une manière de voir la crise que peu de gens peuvent avoir. Chance, aussi, d'avoir des comptes-rendus de différents pays. Au MIAMSI, on est envahi de comptes-rendus.

Dominique : Dans toute crise, il y a du négatif et du positif. Il y a tout ce qu'on subit et tout ce qui émerge, tout ce qui se crée. Et quelle espérance avons-nous devant cette crise ?

Philippe : Dans une crise, il y a une phase durant laquelle on est perdu. Il faut l'accepter.

Prochaine visioconférence : mercredi 24 juin à 19h30 heure française